

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Bresil-est-il-en-train-de-construire-son-propre-pre-carre-Raul-Zibechi>

# **Le Brésil est-il en train de construire son propre pré carré ? Raul Zibechi**

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : vendredi 27 mars 2009

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Par Raúl Zibechi

[Programa de las Américas](#). Usa, le 5 décembre de 2008.

[Leer en español](#)

Read in english : [Is Brazil Creating Its Own "Backyard" ?](#)

Ces derniers mois ont donné lieu à des conflits entre le Brésil, puissance mondiale émergente, et divers petits pays voisins (surtout l'Équateur et le Paraguay), qui ont amené le gouvernement Lula à prendre la défense des multinationales de son pays et à mobiliser des troupes pour en défendre les intérêts de nation.

Les vides laissés en Amérique du Sud par le déclin des États-Unis sont en train d'être comblés par de nouvelles puissances mondiales et par une puissance régionale qui aspire à jouer un rôle à l'échelle internationale. Dès les années 1990, le capital d'origine européenne notamment espagnol et français a fait preuve d'un grand dynamisme dans cette partie du monde en acquérant les entreprises d'État privatisées. Depuis peu, la Chine souhaite s'y faire une place en qualité d'importateur d'hydrocarbures et d'investisseur dans le domaine minier.

Par ailleurs, il y a un certain temps que le Brésil cherche à s'étendre en se servant de la région comme d'un tremplin, ce qui a fait l'objet de diverses analyses et études. La nouveauté, toutefois, est que cette volonté d'expansion est aujourd'hui la source de graves conflits, tel celui qui s'est produit entre les gouvernements de Rafael Correa et de Luiz Inacio Lula da Silva, mais surtout que dans certains de ces conflits la puissance régionale mobilise des troupes pour défendre ses intérêts, comme le cas à la frontière avec le Paraguay.

Peut-être le rejet croissant des entreprises brésiliennes est-il le prix que le Brésil doit payer pour son expansion commerciale et économique. Le rôle « impérialiste » que joue ce pays commence à faire l'objet de dénonciations. En effet, à partir de 2004, le Brésil a considérablement augmenté ses investissements directs à l'étranger : les entreprises brésiliennes ont investi, cette année-là, 10 milliards de dollars, contre seulement 250 millions l'année précédente.

En 2005, le total des investissements brésiliens directs à l'étranger a atteint 71 milliards de dollars, alors que le Mexique, le deuxième investisseur de la région, n'a investi que 28 milliards de dollars. Une part substantielle de cette expansion commerciale a eu lieu dans les pays limitrophes du Brésil.

## L'Uruguay colonisé

Ce petit pays qui pratique surtout l'agriculture et l'élevage a une superficie 45 fois inférieure à celle de son gigantesque voisin et un produit intérieur brut (PIB) 50 fois plus petit. Au cours des dix dernières années, l'expansion des grandes entreprises brésiliennes a modifié la carte économique de l'Uruguay, et d'une façon très particulière depuis la dernière crise de 2002. On estime que, depuis cette année-là, plus de 20% des terres ont été vendues à des Brésiliens et à des Argentins. Toutefois, il n'existe pas d'informations exactes sur l'identité des nouveaux propriétaires.

Parmi les dix premières sociétés exportatrices se trouvant en Uruguay, cinq sont brésiliennes. Sur le 1,511 milliard de dollars que ces dix sociétés ont exporté entre juillet 2007 et juin 2008, 43% appartiennent à une société productrice de riz et à quatre entreprises frigorifiques achetées à l'aide de capitaux brésiliens. Viennent ensuite deux entreprises uruguayennes, dont la société pétrolière nationale, qui à elles deux totalisent 29% des exportations des

dix plus grandes. Quant aux États-Unis, ils ont seulement exporté 10% du total par l'intermédiaire d'une seule société, une filiale de Cargill.

Ernesto Correa, un entrepreneur de la viande de São Paulo, a acheté cent mille hectares de terre en Uruguay dans le but d'approvisionner en bétail l'entreprise frigorifique PUL, dont il détient 75% des actions. Les entreprises frigorifiques brésiliennes réalisent près de la moitié des exportations de viande, la principale ressource du pays.

D'après le journaliste Samuel Blixen, « l'avantage que présentent, pour le Brésil, les entreprises frigorifiques uruguayennes réside dans les possibilités d'accès à certains marchés », profitant ainsi du label de qualité sanitaire de la viande uruguayenne, autorisée à accéder à des marchés interdits au Brésil.

Le riz est le deuxième grand investissement de capitaux brésiliens. Le Brésil réalise 90% des exportations de riz. La société Saman, qui exporte 45% du riz uruguayen, a été achetée cette année par la société brésilienne Camil. Enfin, les entreprises brésiliennes monopolisent également la production de bière par l'intermédiaire de la multinationale Inbev, au sein de laquelle la société brésilienne Ambev joue un rôle de premier plan. En contrôlant Fábricas Nacionales de Cerveza ainsi que les principales entreprises de maltage, Inbev, qui est notamment propriétaire de la société nord-américaine Budweiser, détient le monopole de la chaîne de production de bière en Uruguay.

Le processus d'internationalisation et de concentration de la terre, des entreprises frigorifiques, productrices de riz et de bière et des exportations met l'Uruguay en position de grande vulnérabilité vis-à-vis du Brésil. Aussi, même si elles ne sont pas encore en conflit avec les entreprises brésiliennes, les autorités uruguayennes manifestent-elles l'inquiétude que leur inspire ce contrôle monopolistique qui peut permettre à ces entreprises de fixer des prix au préjudice des producteurs uruguayens.

### **En Bolivie, le gaz et les barrages**

Par des moyens différents, le Brésil contrôle près de 20% du PIB de la Bolivie (grâce au gaz et au soja), un pourcentage qui devrait augmenter dans les années à venir en raison des investissements stratégiques qui seront effectués dans les infrastructures, l'énergie et les mines. En revanche, ces investissements sont source de conflits. L'un d'eux concerne la construction des barrages hydroélectriques San Antonio et Jirau sur le fleuve transfrontalier Madera qui a des répercussions négatives pour la Bolivie, mais que le Brésil considère comme essentiel à son développement.

Les barrages, dont la construction est assurée par le consortium brésilien Furnas-Odebrecht, inonderont le territoire bolivien, porteront préjudice à la pêche, seront à l'origine d'une recrudescence de la malaria et mettront en danger les collectivités paysannes « extractivistes » et indigènes des villages de Chacobo, Tacana, Cavineño, Esse Ejja et Yaminahuas, dans les départements de Beni et de Pando.

Le 7 décembre 2007, des organisations paysannes et indigènes boliviennes, avec le soutien du Mouvement des groupes atteints par les barrages du Brésil (MAB, Movimento dos Atingidos por Barragens), ont déposé auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme une demande de mesures préventives pour empêcher l'« attentat imminent » que le gouvernement Lula s'apprêtait à commettre contre les droits humains et les libertés des peuples.

Par ailleurs, pendant la récente crise politique qu'a connue la Bolivie en raison des activités subversives menées par les oligarchies de ladite région de la demi-lune, le gouvernement Lula a clairement conseillé à Evo Morales de négocier avec l'opposition. C'est que les intérêts du Brésil en Bolivie ne sont pas répartis sur l'ensemble du territoire, mais plutôt concentrés dans les départements autonomistes opposés au gouvernement indigène. Tant les

hydrocarbures que les monocultures de soja (les premiers permettent l'alimentation en gaz des industries de São Paulo alors que les seconds appartiennent à de grands propriétaires terriens brésiliens) sont situés dans les départements de Tarija et de Santa Cruz, fiefs de la rébellion contre Morales.

### L'Équateur contre les entreprises brésiliennes

Les différends qui opposent les entreprises brésiliennes au gouvernement équatorien ne sont pas nouveaux, puisqu'ils ont commencé avec le litige survenu entre la société pétrolière Petrobras, qui exploite un parc national, et des peuples indigènes, à l'issue duquel l'entreprise brésilienne a dû, à la mi-septembre 2008, abandonner le bloc pétrolier 21 à Petroecuador, l'entreprise publique équatorienne des hydrocarbures. En fait, la participation de grandes entreprises brésiliennes à des mégaprojets liés à l'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale sud-américaine (IIRSA) est la source de conflits de différents types.

Le dernier en date s'est produit le 23 septembre avec l'expulsion de l'entreprise de construction brésilienne Odebrecht et la confiscation de ses biens en Équateur en raison de sa responsabilité dans les défauts de la centrale hydroélectrique de San Francisco, en Amazonie, qui a été inaugurée en juin 2007, mais qui a dû suspendre ses activités un an plus tard à cause des vices de construction graves que comporte cette réalisation jugée stratégique pour le pays. Depuis le début, le gouvernement Lula a défendu l'entreprise qui est responsable, dans le cadre de l'IIRSA, de la construction de bon nombre des installations le long du tronçon Manaus (Brésil) - Manta (Equateur) qui relie l'Amazonie à l'océan Pacifique et permet l'acheminement des marchandises brésiliennes vers l'Asie.

Mais les problèmes ne se sont pas arrêtés là. Le barrage a été construit grâce à un prêt de 243 millions de dollars accordé à l'Équateur par la banque brésilienne BNDES (Banque nationale de développement économique et social), prêt que ce pays refuse désormais de rembourser au motif que le contrat a été signé « sans tenir compte des lois nationales ». Cette situation a mis en lumière le fait que la BNDES finance les projets de divers pays pour que ceux-ci passent des contrats avec des entreprises brésiliennes : une façon de faire bien connue de toutes les grandes puissances.

En novembre, le président Correa a annoncé que son pays demandera à la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris l'autorisation de suspendre le remboursement de la dette contractée auprès de la BNDES. Le 21 novembre, pour la première fois depuis la guerre de la Triple Alliance (qui a entraîné la destruction du Paraguay entre 1865 et 1870), le gouvernement brésilien a rappelé un ambassadeur « pour consultation ». Cette mesure constitue l'étape qui précède la rupture des relations diplomatiques, d'autant plus que le ministre brésilien des Affaires étrangères Amorim a clairement déclaré que « la date de retour à Quito de l'ambassadeur n'a pas été fixée ».

Bien que la société Odebrecht ait reconnu l'existence de vices de construction graves, le gouvernement brésilien n'a pas aimé que la demande adressée au tribunal international ait été rendue publique sans qu'il en ait préalablement été informé. D'après le magazine Defesanet, « en rappelant à Brasilia l'ambassadeur à Quito pour consultation, Lula a envoyé le message qu'il était prêt à adopter la ligne dure et à abandonner le style 'paix et amour' qu'il a adopté pour gagner les élections de 2002 et que, par la suite, il a appliqué dans le domaine des affaires étrangères ».

Odebrecht est la plus grande entreprise de construction d'Amérique latine, l'une des vingt-cinq plus grandes sociétés dans le monde et la troisième du Brésil. Fondée en 1944 par Norberto Odebrecht, elle exerce des activités dans vingt pays et notamment dans tous les pays d'Amérique du Sud. En 2007, son chiffre d'affaires a atteint 17 milliards de dollars, un montant supérieur au PIB de la Bolivie et du Paraguay. Au Brésil, son chiffre d'affaires est de 11,5 milliards de dollars, en Amérique du Sud, il est de 3,1 milliards alors qu'aux États-Unis, il atteint seulement 1,6 milliard, ce qui indique l'importance que revêt le sous-continent dans l'expansion de l'entreprise. Cette dernière emploie 59 000 personnes et Norberto Odebrecht est l'un des principaux donateurs du Parti des travailleurs (PT) de

Lula, quand vient le temps des campagnes électorales.

### Le Paraguay : le voisin le plus fragile

Le 15 août 2008, à peine deux mois après l'installation au palais présidentiel de l'ex-évêque Fernando Lugo, des milliers de paysans ont commencé à occuper des terres appartenant à des producteurs de soja brésiliens, notamment dans les départements frontaliers de Itaipúa, Alto Paraná, San Pedro, Concepción, Amambay et Canindeyú. Ces riches prairies recouvertes de soja étaient naguère le bastion de l'agriculture familiale et de la forte tradition paysanne paraguayenne sur laquelle a reposé la victoire de Lugo. Mais, désormais, ces terres appartiennent à des Brésiliens.

D'un autre côté, la renégociation du traité d'Itaipú, signé en 1973 par les dictatures alors au pouvoir au Brésil et au Paraguay, dont l'issue serait susceptible de faciliter la consolidation du gouvernement Lugo, est laissée en suspens. Le barrage d'Itaipú (le deuxième au monde), possédé en commun par les deux pays, a une puissance installée de 8 250 MW. Le Paraguay consomme tout juste 5% de ce total et doit vendre à prix coûtant les 95% restants à son voisin. Itaipú produit 20% de l'énergie consommée par le Brésil, une énergie en échange de laquelle le Paraguay reçoit à peine 300 millions de dollars par an, ce qui représente un prix de vente très inférieur au prix du marché international et au coût de remplacement de l'énergie vendue.

Ricardo Canese, ingénieur spécialisé dans l'énergie, estime que les 53 000 GW vendus annuellement au Brésil valent, au prix du marché, pas moins de 4 milliards de dollars, ce qui représente près de la moitié du PIB du Paraguay. Lugo ne prétend pas aller aussi loin, mais il affirme que son pays devrait recevoir entre 1,5 et 2 milliards de dollars, c'est-à-dire entre cinq et sept fois plus que ce qu'il reçoit à l'heure actuelle.

Les négociations se heurtent à des difficultés. Après deux rencontres, le Brésil refuse de céder tant sur le prix que sur la « libre disposition », c'est-à-dire le droit du Paraguay de disposer librement des excédents et de les vendre à un autre pays. Au sein du gouvernement Lugo, on estime qu'avec 1 ou 2 milliards de dollars supplémentaires, il serait possible d'investir dans les écoles, les hôpitaux, les infrastructures routières et les mille et une nécessités dont a besoin ce pays pauvre, appauvri par 61 ans de corruption orchestrée par le parti Colorado.

Les Paraguayens se sentent « exploités » par leurs voisins. Il y a des mois de cela, un groupe de paysans a brûlé le drapeau brésilien. Depuis, les médias ne se lassent pas de montrer et de remonter la scène. Toutefois, la crise n'a éclaté que lorsque les paysans ont commencé à occuper les terres de Paraguayens d'origine brésilienne (les Brasiguayens), notamment dans le département de San Pedro, la région la plus pauvre du pays où Lugo a été ordonné évêque en 1994. Le gouvernement a réagi avec prudence et s'est montré ouvert au dialogue, alors que l'Institut de développement rural et de la terre (INDERT) ne cesse d'annoncer l'achat de terres en vue de la réforme agraire, un projet auquel les fonds qui proviennent d'Itaipú sont indispensables.

Le gouvernement qui a manqué de prudence et même perdu sa bonne humeur a été celui de Lula. Le 17 octobre, dix mille soldats ont lancé la méga opération baptisée Frontera Sur II (Frontière Sud II), faisant usage d'avions, de chars, de navires de guerre et de munitions réelles. À Asunción, la presse a déclaré que l'opération avait donné lieu à divers exercices comme l'occupation du barrage d'Itaipú et le sauvetage de citoyens brésiliens. Le gouvernement Lugo a poussé les hauts cris et affirmé que le Brésil souhaite négocier la paix des planteurs de soja contre un quelconque avantage au sujet d'Itaipú.

Les déclarations du général brésilien José Elito Carvalho Siqueira, chef du Commandement militaire du Sud, ont empiré les choses. « La phase pendant laquelle nous devons cacher les choses est terminée. Aujourd'hui, nous devons montrer que nous sommes une puissance et il est important que nos voisins le sachent. Nous ne pouvons

pas ne pas nous entraîner et ne pas montrer que nous sommes forts, que nous sommes là et que nous avons la capacité de faire face à n'importe quelle menace », a-t-il déclaré le 18 octobre au journal Ultima Hora. Au sujet de la sécurité d'Itaipú, le général a dit qu'il s'agissait d'une question d'ordre militaire, et ce, même si le barrage était occupé par des mouvements sociaux.

Le ministre des Affaires étrangères Amorim a demandé sans détour au gouvernement paraguayen de mettre un frein aux « excès » commis contre les Brasiguayens. Lugo a abordé le sujet devant l'Assemblée permanente de l'OEA, à laquelle il a dit que l'attitude du Brésil rendait difficile l'établissement d'un dialogue fraternel entre voisins. Il a insinué que l'opération militaire avait été un « message concernant Itaipú ». « Aucun traité n'est viable quand il consacre l'iniquité ni n'est bon sur le plan éthique quand il engendre des asymétries résultantes d'un effort commun », a-t-il déclaré à Washington.

Au mois d'octobre, quelque quatre mille paysans se sont réunis devant une des propriétés de Tranquilo Favero, peut-être le Brasiguayen le plus emblématique de tous. Ils ont abattu les haies et menacé de mettre le feu à un de ses 30 silos. Rien que dans les départements de Canindeyú et de Alto Paraná, qui sont frontaliers avec les Etats brésiliens du Paraná et du Mato Grosso, les Brasiguayens possèdent 1,2 million d'hectares, soit 40% de la superficie des deux départements, et 80% des cultures de soja.

Bien qu'il n'existe pas de chiffres officiels, on estime qu'un demi-million de Brésiliens se sont installés dans les zones frontalières depuis les années 1960, ce qui représente 10% de la population du pays. Ces personnes sont habituellement des producteurs aux exploitations de taille moyenne, qui possèdent en moyenne 500 hectares de terre et font travailler des ouvriers agricoles venus du Brésil. Dans certaines zones, on entend parler portugais et la monnaie la plus courante est le Real.

Tranquilo Favero a été surnommé le « roi du soja » parce qu'il cultive 55 000 hectares sur lesquels 35 000 lui appartiennent. Il s'est installé au Paraguay il y a 40 ans et possède des papiers d'identité du pays. Dans une longue interview accordée au journal Ultima Hora, le dimanche 2 novembre, il fait preuve d'une curieuse conscience sociale : « Il est évident que les paysans protègent les plantations de marijuana », a-t-il déclaré. Puis d'ajouter que les asentamientos de paysans sans terre sont « des nids de délinquants ».

Bien qu'adaptées en version brasiguayenne, ces paroles font ni plus ni moins référence au concept de « narcoguerrilla » créé par les stratèges militaires états-uniens. De son côté, après avoir interviewé le général Carvalho, Kaiser Konrad, le directeur de Defesanet, a écrit : « L'opération Frontera Sur II vise à faire passer le message au gouvernement Lugo que les militaires brésiliens ont les yeux sur la situation des Brasiguayens, qui souffrent de voir leurs terres envahies et de recevoir des menaces de perdre les propriétés qu'ils ont acquises légalement. »

### **Le Brésil et l' « agression étrangère »**

Le 2 octobre, Lula a promulgué le décret 6.952 qui régleme le processus national de conscription en cas d' « agression étrangère ». Ce décret précise que par agression étrangère il faut entendre « toute menace ou tout acte portant atteinte à la souveraineté nationale, à l'intégrité du territoire, au peuple brésilien ou aux institutions du pays, et ce, même s'il n'y a pas invasion du territoire national ».

L'auteur d'un éditorial de Defesanet a affirmé que l'adoption du décret laisse clairement entendre aux pays voisins que « l'agression ou la persécution des citoyens brésiliens qui résident au Paraguay (les Brasiguayens) et dans la région de Pando, en Bolivie, et une nouvelle menace d'interrompre les approvisionnements en gaz ou la saisie d'installations ou d'entreprises brésiliennes à l'étranger, seront, dorénavant, considérées comme une agression

extérieure et une réponse militaire de la part du Brésil a dorénavant une protection légale. »

La question dépasse le gouvernement Lula. Il s'agit de l'affirmation pour une puissance émergente comme le Brésil, qu'elle peut déplacer ses frontières là où sont ses intérêts nationaux. Il semble évident que toutes les grandes puissances se sont construites de cette façon, selon une attitude que, depuis toujours, on appelle « impérialisme ». C'est peut-être pour cela que nombre de Sud-Américains ont le sentiment que le Brésil est en train de construire son propre pré carré.

**Traduction** : Arnaud Bréart, RISAL.info.